



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-Federation-du-personnel-professionnel-des-colleges-demande-de-revoir-d>

La Fédération du personnel professionnel des collèges demande de revoir d'urgence le financement des cégeps



- Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 26 août 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 26 août 2013 - La Fédération du personnel professionnel des collèges (CSQ) (FPPC) demande au gouvernement du Québec de mettre sur pied un nouveau comité ministériel afin d'examiner pour l'avenir une formule plus équitable de financement des cégeps.

Ce comité ministériel dirigé par le ministre de l'Éducation supérieure du Québec, Pierre Duchesne, devra sérieusement envisager de cesser de calculer le financement des cégeps uniquement sur la base du nombre d'étudiants. Par exemple, cet examen devrait tenir compte des missions particulières déjà dévolues ou envisagées à certains d'entre eux, dont l'accessibilité de la formation collégiale en région. De plus, et comme solution temporaire, la FPPC réclame un gel immédiat des montants versés aux cégeps jusqu'à ce que la nouvelle formule de financement ait été mise au point.

« Il est urgent de sécuriser le financement des cégeps dès maintenant. L'évolution démographique des populations collégiales crée à la fois une surpopulation dans certains établissements, alors que d'autres subissent l'exode des jeunes vers d'autres régions. Ces bouleversements surviennent dans un contexte où le financement est à la baisse et instable. Ces deux facteurs conjugués se traduisent par une baisse des services professionnels en milieu collégial », a déclaré M. Bernard Bérubé, président de la FPPC.

Une instabilité financière déplorable

En 2012, les cégeps ont subi une réduction de 16 millions de dollars après les allocations budgétaires annuelles. Cette instabilité financière continue favorise une compétition indue entre cégeps au détriment d'un réseau équilibré et présent sur l'ensemble du territoire québécois. Selon M. Bernard Bérubé, président de la FPPC, « un développement anarchique du réseau n'est pas souhaitable alors que la concurrence est de plus en plus vive pour attirer les étudiantes et les étudiants de l'étranger ou dans le développement des formations à distance. La formule actuelle de financement des cégeps fait fi des nouvelles réalités et ne peut plus tenir la route à moyen terme. Il est temps d'agir. »